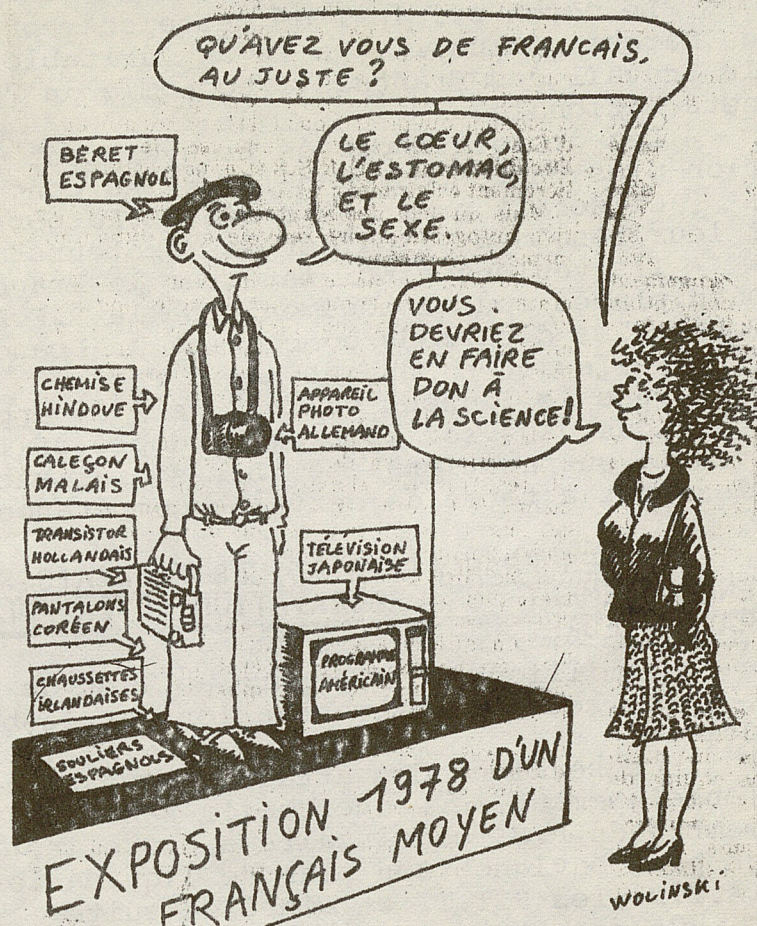


PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

habitants
travailleurs
du 4^{ème} arrondt

LE 10 JUIN VOUS ÊTES APPELÉS
A ELIRE VOS DEPUTES A L'ASSEMBLEE
EUROPEENNE.



Le vote aura une grande importance, ce sont vos conditions d'existence, votre emploi, la vie de la région Parisienne, Paris, l'indépendance et l'avenir de la France qui sont en jeu.

En 1957 avec la création du marché commun, la droite et le parti socialiste avaient tout promis, c'était la chance du Pays, la solution à tous les problèmes; en 1962 le 5^e congrès des partis socialistes européen affirmait que le marché commun permettait: "Un essor économique constant, un développement harmonieux de toute les branches de l'économie en général, évitant toute autarcie; le plein emploi, la stabilisation du niveau des prix."

22 ANS DE MARCHÉ COMMUN, LA SITUATION EST CATASTROPHIQUE!

- 7 millions de chômeurs-
- Une économie en léthargie-
- Une agriculture en crise-
- des régions se meurent -

La région Parisienne durement frappée par une politique de démantèlement industriel.

Des entreprises ferment sous le couvert d'une meilleure répartition des emplois avec d'autres régions, avec la bénédiction du parti socialiste, de Pierre Mauroy comme à la caisse des mines du 15^e arrondissement, alors que rien n'est plus vain que de prétendre bâtir le bonheur d'une région sur le dépeçage de la région Parisienne.

Paris devient la capitale du mal vivre.

Le logement, l'emploi, les transports, les équipements, le cadre de vie sont durement touchés.

Le 4^e devient un arrondissement vidé de sa population laborieuse et, ses activités traditionnelles, commerciales, ou artisanales liquidées par des opérations spéculatives.

APRÈS 22 ANS, LE MARCHÉ COMMUN NE SUFFIT PLUS AUX AMBITIONS DU POUVOIR
DE LA SOCIAL DÉMOCRATIE EUROPÉENNE.

Le moyen principal de cette entreprise funeste, c'est l'élargissement du marché commun; il y a là un véritable complot contre le niveau de vie, le travail des Français, l'économie du Pays, l'indépendance et la souveraineté nationale.

Les grosses sociétés trouveraient dans l'élargissement un champ d'action plus vaste pour accélérer les concentrations, les restructurations.

Ce serait pour ces sociétés, la possibilité de plier notre économie à leur besoin, de liquider des secteurs de production entier.

Ils veulent ainsi intégrer la France dans un conglomerat Ouest-Européen, placée sous l'hégémonie de la R.F.A et de la tutelle des Etats Unis. Toutes les décisions concernant la France, les travailleurs, seraient prises à Bruxelles et à Bonn et non à Paris.

Dans le lignée de 1957, le P.S. apporte tout son soutien à cette politique, dans son programme adopté en 1978, il réaffirmait son accord avec la supranationalité: "Les socialistes ne sont pas hostiles à un élargissement à terme de certaine compétence Communautaire."

SI LES FRANÇAISES ET LES FRANÇAIS SE LAISSAIENT ABUSER SE SERAIT IM-
MENQUABLEMENT UNE AGGRAVATION DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ POUR TOUS LES
TRAVAILLEURS.

-9 millions de chômeurs au lieu de 7 qui existent actuellement.

-Ce serait l'harmonisation par le bas des salaires et des législations sociales

-Ce seraient des attaques sévères contre les services publics, l'enseignement, la recherche, la santé, déjà avec le "plan Cheysson" (membre du P.S. commissaire à Bruxelles) le textile à, pourrait-on dire, son plan Davignon, son plan de liquidation, il en serait de même pour la R.A.T.P., les P.T.T. et ainsi de suite.

-Ce serait la possibilité pour les forces du capital de briser les acquis des luttes des travailleurs.

-Ce serait la mise en cause des droits des travailleurs.

-Ce serait les atteintes au droit de grève comme en R.F.A.

Voilà la perspective qu'ont choisie Giscard et la Social-démocratie européenne, le spectre contre lequel Chirac rechigne mais qu'il approuve par ces votes.

CETTE EUROPE LÀ MENACE CHAQUE FRANÇAIS CHAQUE TRAVAILLEUR.

-Comme en 1938 pour dénoncer la trahison de Munich.

-Comme dans la résistance à l'occupation nazie.

-Comme en 1954 dans la lutte pour empêcher la création d'une armée européenne sous commandement Américain et Allemand.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SE DRESSE RÉSOLUMENT CONTRE L'ENTREPRISE DE RÉGRESSION SOCIALE ET DE CAPITULATION NATIONALE, IL APPELLE TOUS LES TRAVAILLEURS, TOUS LES PATRIOTES, CEUX QUI VEULENT UNE FRANCE ÉCOUTÉE ET RESPECTÉE.

Rien n'est joué, le mauvais coup peut être empêché il est possible de contraindre le gouvernement Français à imposer son veto au sein du conseil des ministres du marché commun.

Cela dépend de vous, de votre soutien aux candidats du P.C.F. L'Europe ne peut se construire sur le renoncement de l'indépendance et de souveraineté de la France; cela le P.C.F. ne l'acceptera jamais.

Habitants, Travailleurs du 4° nous vous appelons à lutter pour une autre Europe, celle du progrès social et de la démocratie, de la coopération inséparablement de l'indépendance de la France, de la détente et de la paix.

Nous vous présentons du 17 au 20 Mai un Numéro spécial
l'Humanité Dimanche, Spécial CONGRÈS.
ites bon accueil aux militants communistes.

13 mai 1979.